



États-Unis, une crise et une réponse de grande ampleur

Mémo COVID N°8

Mémo COVID N°8

Donald Trump a tergiversé quant à la stratégie à adopter face au coronavirus, les États-Unis le paient cher puisqu'ils sont rapidement devenus le pays comptant le plus de cas. Cela a évidemment de très fortes répercussions sur l'économie et le gouvernement américain s'est empressé de faire voter un plan d'urgence pour soutenir l'économie.

Un plan à plus de 2 000 milliards

Vendredi 27 mars, le président américain a pu signer le « CARES Act » en réponse à la crise du coronavirus. Il s'agit d'un plan de relance de pas moins de 2000 milliards de dollars (environ 1850 milliards d'euros) soit un peu plus de 10% du PIB américain, cela correspondrait à environ 250 milliards d'euros pour la France.

Concrètement ce plan se décompose de la manière suivante. 500 milliards vont être prêtés à des entreprises industrielles et 350 milliards aux petites entreprises. 150 milliards sont destinés aux états américains et autorités locales. Au moins une centaine de milliards de dollars doivent servir à renforcer le système de santé et les hôpitaux.

A cela s'ajoutent 250 milliards pour financer des dispositifs d'aide aux chômeurs. Enfin, près de 300 milliards vont être envoyés directement aux ménages (1 200 dollars par personne plus 500 par enfant) à condition de gagner moins de 75 000\$ par personne et par an. Cette mesure apparaît essentielle pour les ménages en difficulté, notamment au vu de la qualité de la protection sociale américaine. Cependant, sur le plan économique on peut douter de l'efficacité immédiate de cette mesure pour les ménages plus aisés puisque les mesures de confinement ne permettent pas de relancer la consommation pour l'instant, ce n'est pas la priorité du moment.

Les travailleur-euses déjà fortement touché-es

Si les mesures du plan de relance semblent aller dans le bon sens pour les ménages modestes et les chômeurs (augmentation de la durée d'indemnisation et meilleure prise en charge), le contexte néolibéral qui règne a commencé à produire ses méfaits.

Mémo du Pôle Eco

La faible protection des travailleurs s'est immédiatement traduite par des millions de licenciements. Tandis que durant la crise de 2008, le pic d'inscriptions au chômage était d'environ 600 000 par semaine, ce chiffre s'est élevé à 3,31 millions il y a une semaine. On pouvait penser que c'était une augmentation brusque mais que la tendance se calmerait vite, c'est tout le contraire qui s'est passé puisque cette semaine ce sont 6,65 millions d'américains qui ont fait une demande d'inscription au chômage soit près de 10 millions de nouveaux chômeurs en 2 semaines. Voilà le prix de la « flexibilité » du marché de travail.

Selon Oxford Economics, le taux de chômage pourrait rapidement passer de 3,5% à 12%. D'autres, plus pessimistes comme la Fed de Saint-Louis tablent eux sur 47 millions de destructions d'emploi soit un taux de chômage de 32%. Rien que ça !

De nombreux travailleurs qui ont conservé leur emploi sont également touchés par la crise. En effet, des entreprises américaines à la recherche d'économies (parmi lesquelles Marriot ou en encore l'entreprise ferroviaire publique Armtrak), ont décidé de ne plus abonder les plans de retraites par capitalisation de leurs salarié-es. Pour un salarié cela représente en moyenne 35% du total des abondements.

Les États-Unis apportent une réponse inédite face à une crise dont l'ampleur et la nature sont également inédites. Pour autant, le modèle libéral en vigueur fragilise fortement les travailleurs et l'économie dans le même temps. Cela démontre une fois de plus l'importance d'avoir des stabilisateurs économiques¹ conséquents, notamment une bonne protection des travailleurs, pour mieux résister à ces chocs.

Montreuil, le 3 avril 2020

¹ Les stabilisateurs économiques désignent les mécanismes économiques permettant d'atténuer les conséquences des chocs sur l'économie. La sécurité sociale en France regroupe ces mécanismes. L'assurance chômage par exemple vient remplacer les revenus en cas de perte d'activité ce qui permet de limiter la baisse des revenus et de maintenir la consommation.